Nouvelles d'Europe. mai 2014. N° 1424

Quelle réorientation pour l'Europe ?

François Vié. Chronique hebdomadaire d'actualité sur l'Union **européenne. Diffusion sur Radio PFM (99.9)**
Les chroniques peuvent être écoutées et lues sur **nouvellesdeurope.com**

Les élections européennes ont montré un désarroi des électeurs. En France la montée de l'extrême droite résulte de l'incapacité de nos dirigeants à sortir le pays de la crise économique. Dans d'autres pays l'euroscepticisme progresse. D'une façon générale les citoyens sentent la faiblesse de l'Union européenne face à une mondialisation qui progresse rapidement, qui contraint nos pays à gagner en compétitivité et qui menace notre modèle social.

Les chefs d'Etats et de gouvernements au lendemain de ces élections, le 27 mai ont adopté des orientations pour relancer le projet européen et faire face aux inquiétudes. Quatre chantiers ont été ouverts :

- Croissance et emploi : il s'agit de répondra à l'urgence de création d'emploi par un effort d'investissement mais aussi par des efforts de compétitivité.
- Approfondissement de la zone euro : il peut s'agir de nouvelles compétences fiscales et sociales pour lutter contre les dumpings fiscal et social dénoncés pendant les élections. Il peut aussi s'agir de relancer une union politique comme l'Allemagne l'a proposé.
- Energie et climat : la crise Ukrainienne est là pour rappeler la dépendance énergétique de l'Union.
- Diplomatie et défense communes : sur ce sujet très politique, il y a une demande des citoyens mais peu de détermination des Etats.

Qu'adviendra-t-il de ces bonnes intentions ? Débouchera-t-on sur les perspectives propres à rassurer les Européens ? Il faudra pour qu'elles se mettent en œuvre qu'un accord sur les priorités soit trouvé entre les Etats et le Parlement européen, à l'occasion des discussions qui vont s'ouvrir sur le choix du président de la Commission. Il faudra aussi que les Chefs d'Etats acceptent qu'une Commission forte joue enfin son rôle de moteur de l'intégration européenne. Faute de quoi les éternelles divisions de chefs d'Etats continueront à paralyser l'Union européenne.

Entretemps, le gouvernement français, dont les erreurs ont mis la France dans une situation de faiblesse, devrait accepter de mettre de côté le patriotisme économique et accepter de jouer un jeu collectif avec ses partenaires.

- Sur la croissance et l'emploi, la France poussera à un plan d'investissement commun des Européens. Elle devrait aussi accepter l'aide de l'Union pour se réformer et mettre en ordre ses finances publiques.
- Concernant la zone euro, la France doit reprendre avec l'Allemagne la réflexion sur une union politique de la zone euro, notamment avec la création d'un parlement de la zone euro et d'un budget de la zone euro.
- Sur l'énergie, la France devrait accepter de discuter avec les autres pays européens des énergies à privilégier en Europe et d'une politique énergétique extérieure de l'Union. Dans le dossier Alsthom, la France devrait préférer la solution européenne proposée par Siemens, qui permettrait de consolider deux sociétés européennes dans l'énergie et dans les transports.
- Concernant la diplomatie et la défense commune, la France pourrait proposer une réflexion collective pour définir les intérêts collectifs des Européens et une stratégie européenne de politique extérieure.

François Hollande doit cesser de dire qu'il va réorienter l'Europe. Il ne pourra le faire qu'avec ses partenaires. Comme dans toute association, chaque partie doit faire une partie du chemin, pour que l'Union fasse la force et que l'Europe reprenne sa marche en avant.